

Jeudi 22 novembre 2012

Pourquoi vivre ensemble autrement ?

La quête mondiale d'une économie humaine

Yves BERTHELOT

Economiste président du Comité Français de Solidarité Internationale (CFSI)

Sébastien GIORGIS

Vous me corrigez si je me trompe, vous êtes Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe aux Nations Unies. Vous avez été également président du Comité français de Solidarité internationale (CFSI).. Actuellement, vous êtes président du Centre international Développement et Civilisations et depuis 2004, de l'Organisation mondiale contre la torture.

Ce parcours, ce portrait, montre que vous êtes très impliqué et depuis longtemps sur cette échelle mondiale de la planète. Vous avez particulièrement travaillé sur les questions qui nous préoccupent pendant ces deux jours, et vous avez eu l'occasion, je crois, de rencontrer beaucoup de ces initiatives qui se créent à travers le monde. C'est ce que vous allez nous présenter. Merci.

Yves BERTHELOT

Merci beaucoup à Sébastien pour l'invitation. Je ne connaissais pas Volubilis il y a trois semaines, mais j'ai commencé à faire connaissance quand je vous ai rencontré, et surtout depuis hier soir, grâce aux comédiens. Cela m'a vraiment plus..

Je vais essayer de vous apporter mon témoignage après avoir, effectivement, rencontré à travers le monde, à la fois beaucoup d'officiels – comme moi, genre « costume-cravate » – et ensuite, beaucoup de militants d' ONG. Je voudrais, au-delà du rôle d'officiel, au-delà du rôle de militant, vous dire que toutes ces personnes ont une double aspiration très largement partagée à travers le monde : vivre ensemble dans la diversité reconnue, et être en quête d'une économie plus humaine.

Je vais me concentrer sur trois sujets : un monde où chacun mange à sa faim (c'est ce que les gens veulent et recherchent), un monde plus juste et une planète viable encore demain.

Un monde où chacun mange à sa faim avec peut-être deux sous-thèmes ; Un premier thème, la faim dans les campagnes et dans les villes et un deuxième thème, plus important encore, qui va nourrir le monde en 2050 ? Sur le premier point, vous savez que, depuis 1947, il y a un

milliard d'hommes qui souffrent de la faim de manière chronique. Cela fluctue un peu, c'est descendu à 900 000 hommes et c'est remonté depuis la crise. C'est de l'ordre du milliard. C'est formidable, parce que cela veut dire que quand la population du monde est passée de 2,7 milliards à 7 milliards, il n'y a toujours que 1 milliard d'hommes qui souffre de faim. C'est tout de même beaucoup trop et inacceptable. Ce qui est le plus frappant, c'est que sur ce 1 milliard, 75 % sont des paysans. Pourquoi ? S'ils ne peuvent plus vivre de leur travail alors qu'ils le pouvaient autrefois, c'est parce qu'une excessive libération du commerce international fait que les prix, dans beaucoup de pays du monde, sont trop bas pour que les paysans puissent vivre de leur travail.

Ce qui est préoccupant, c'est l'avenir. La majorité de la population mondiale va être dans les villes. Le problème pour les paysans va continuer, mais le problème pour les gens des villes va s'aggraver. On a connu les émeutes de la fin de la crise de 2008. Je pense que la financiarisation de l'économie qui accélère les fluctuations des prix, et les amplifie, va susciter de nouvelles crises, d'autant et parce que les villes sont essentiellement nourries par l'importation dans beaucoup de pays du monde. À partir du moment où elles sont nourries par l'importation, elles souffrent de plein fouet des fluctuations sur le marché mondial.

Ce que je voudrais tout au long de cet exposé c'est vous donner la réponse de différentes sociétés civiles, d'organisations, d'associations à travers le monde, et mettre en contrepoint le travail de l'ONU. Parce que, quand même, j'aime l'ONU, j'y ai travaillé, et j'ai vu que l'on pouvait y faire beaucoup de choses. Donc, si je suis le travail dans l'ordre chronologique, je commencerai par dire ce qu'a fait l'ONU en 1960. La FAO a lancé un appel pour dire à tous les pays qu'ils devaient développer les associations défendant l'idée simple que l'on nourrira la planète avec les surplus des pays riches. Cela vous paraît peut-être évident aujourd'hui, mais en 1960, cela ne l'était absolument pas. C'était l'idée générale. D'ailleurs, les Américains avaient du riz à exporter, les Français, du blé, etc. Donc, l'ONU a lancé un mouvement associatif. En France, le premier de ces mouvements a été le Comité français contre la Faim qui est ensuite devenu le CFSI aujourd'hui (dont je parlerai tout à l'heure). C'était à l'origine de toutes les organisations qui se sont créées peu à peu. Donc, cela a fait évoluer les idées..

Aujourd'hui, face à ce problème plus spécifique de la faim des paysans à cause des fluctuations des prix, de la faim des villes à cause, la réponse la plus intéressante vient de Via Campesina qui a pris naissance en Amérique latine, mais qui est devenue une association d'organisations qui couvre le monde entier et qui a forgé le concept de « souveraineté alimentaire ». Dans les milieux officiels, on aime parler de « sécurité alimentaire », Via Campesina a raison de parler de souveraineté. Ce qui veut dire que chaque peuple doit pouvoir décider librement de la manière dont il se nourrit : cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'importation pas ou que tout doit venir de la production nationale, mais cela veut dire qu'un peuple doit pouvoir décider de l'équilibre qu'il souhaite, plutôt que de dépendre des importations dans une très forte proportion. Ce concept n'est pas reconnu officiellement, dans les débats de l'ONU, mais c'est un concept important.

Alors, en 2050, on sera certainement 9 milliards de personnes. Les spécialistes ne pensent pas que l'on ne puisse pas nourrir 9 milliards de personnes. La question est beaucoup plus de savoir si le monde sera nourri par l'agriculture industrielle ou par l'agriculture familiale. Puisque vous êtes assez nombreux à être en charge de l'aménagement du territoire, la réponse à cette question a un énorme impact sur l'organisation de la société et de l'espace. Aujourd'hui, la tendance – tout porte à le croire – est que ce sera l'agriculture industrielle. La recherche est essentiellement financée par l'agro-industrie ou par des états qui y sont favorables. L'essentiel de la recherche va dans ce sens. Le phénomène (dont je voudrais dire un mot) de l'accaparement des terres en est une conséquence. .

Pourtant, on peut craindre que l'agriculture extrêmement sophistiquée, avec engrais, OGM, etc., plafonne dans ses rendements. On voit déjà un tassement des rendements, voire un retournement dans certains cas. On est à peu près sûr que cela épuisera les sols, que cela consommera beaucoup trop d'eau, que cela polluera plus encore la planète. Donc on va vers

une impasse.

D'un autre côté, il y a l'agriculture familiale, l'agriculture paysanne. Des ONG adorent s'empailler sur le terme « paysan » ou « familial ». Cela n'a aucune importance. La vraie question est de savoir si l'on va dans cette direction-là ou pas. Alors, la recherche – j'y reviens – dit que cela est possible. Et il y a des exemples à travers le monde d'agroécologie, avec des cultures qui poussent dans le sol, à la surface du sol, et dans les arbres, tout cela sur la même parcelle. Cela entretient la capacité des sols à produire et donne des rendements cumulés qui sont considérables. Cela dit, la recherche, c'est bien, mais il faut diffuser ses produits de la recherche dans la perspective de diversité dont vous parliez tout à l'heure : il n'y a pas de modèle d'agroécologie transposable universellement, alors qu'avec l'agroindustriel, on peut faire la même chose partout, avec les mêmes ingrédients chimiques et autres. Donc, il faut une dissémination et un dialogue avec les producteurs pour adapter la recherche agronomique aux contextes de chaque terrain. Ce n'est pas facile. Cela demande beaucoup de temps et beaucoup de reconversion de la manière dont est faite l'agriculture. Sur ces domaines, il y a beaucoup d'associations qui travaillent, mais je voudrais en citer une qui me paraît importante : c'est le FIAN (qui est un acronyme affreux en anglais, mais qui n'est pas mieux en français) qui signifie « réseau international d'actions pour l'alimentation d'abord », « *Food first Information and Action Network* ». Est tout un ensemble d'ONG à travers le monde. Toutes les associations de producteurs de l'Afrique de l'Ouest ont travaillé avec les Nations Unies et la FAO pour produire quelque chose de très important pour le futur : ce sont les directives pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, applicables aux terres, aux pêches et aux forêts. Ces directives volontaires ont été adoptées en mai de cette année. Elles ont été très largement influencées par le lobbying des organisations non gouvernementales et des associations. Mais, rassurez-vous, elles ont été négociées par les gouvernements qui étaient quand même d'accord,

Mais vous avez entendu le mot que j'ai prononcé : j'ai dit « volontaires ». Les directives volontaires, cela signifie qu'elles ne sont pas obligatoires et que chaque gouvernement décide. Mais si ces directives volontaires existent et ont été initiées par les gouvernements, les organisations de la société civile peuvent s'en emparer et rappeler aux gouvernements qu'ils les ont signées, même s'ils n'ont pas transformé leurs lois nationales pour les mettre en œuvre. C'est un instrument de pression entre les mains des associations. Je vais vous lire cinq ou six lignes : « Les directives s'inscrivent dans le respect des obligations existantes découlant du droit international, des droits de l'homme et font explicitement référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elles absorbent des principes de mise en œuvre, telles que la dignité humaine, la non-discrimination, l'équité et la justice, l'égalité des genres, la gestion logistique et durable des ressources naturelles, ainsi que la consultation et la participation ». Cela indique clairement que les régimes fonciers applicables aux terres, pêches et forêts ne relèvent pas du domaine commercial, mais du droit fondamental devant être reconnu, respecté et garanti. Voilà le choix que permettent ces directives, instruments pour aller vers une agriculture familiale. On peut dire beaucoup de choses sur le problème des migrations causées par l'accaparement des terres, phénomène actuel important qui chasse des paysans de leur territoire sans compensation, accroît le nombre des gens vivants en ville, déstructure les sociétés. Ce choix de directives est très important et je me réjouis que l'ONU ait su prendre cette position. La FAO a été courageuse en 1950 lorsqu'elle a commencé à dire : « Attention, ce ne sont pas les surplus qui vont nourrir le monde ». Et elle de nouveau courageuse avec ce texte.

Le deuxième thème que j'avais annoncé, c'est un monde plus juste pour pouvoir y vivre ensemble.

Puisqu'ici, on adore les citations, je vais en faire une de Morin qui dit : « *Nous devons prendre conscience que si le développement à l'œuvre aujourd'hui dispense des prospérités 'à l'occidentale' à une fraction du monde, il a aussi produit d'énormes zones de misère et secrète en soi de gigantesques inégalités* ». Effectivement, on peut voir les zones de prospérité à l'occidentale à travers le monde entier, maintenant. Vous pouvez vous rappeler (c'est anecdotique, mais amusant) que le premier investissement étranger qui a eu lieu en Chine était Coca-Cola. Cela répond à une image de ce à quoi tout le monde aspire, et c'est un peu

inquiétant.

Je reviens à mon propos et je quitte l'anecdote pour dire qu'effectivement, dans beaucoup de pays du monde, il n'y a pas de mécanisme de redistribution, et dans les pays de l'OCDE, les mécanismes de redistribution se sont affaiblis depuis environ 15 ans. Cela provoque – et c'est le point auquel je voulais arriver – des inégalités graves. Notre système crée des inégalités, et au fond, si vous possédez 100 et que vous croissez de 1 %, vous avez 101. Mais si vous avez 1, et que vous croissez de 10 %, eh bien, vous avez 1,10. Donc, l'écart entre ceux qui avaient beaucoup et qui ont connu une toute petite croissance, et ceux qui avaient peu et ont connu une grande croissance, continue d'augmenter. Mécaniquement, la richesse se concentre. Ces inégalités, et quelquefois les marginalisations qui y sont associées, l'extrême pauvreté qui en découle ou la conscience de ne pas faire partie du système de richesse, amènent les gens à se réfugier dans des excès de communautarisme ou d'intégrisme. Je me souviens d'une rencontre à Bangalore avec des hindouistes, des musulmans, des chrétiens, et des bouddhistes. Tous les quatre représentants de ces différentes tendances convergeaient sur l'idée que ce n'est pas dans les religions, dans les philosophies dominantes qu'il y a le fondamentalisme. Le fondamentalisme est exploité par ceux qui veulent gagner le pouvoir en s'appuyant sur les gens qui sont marginalisés. C'était le message qui ressortait de cette discussion qui n'était pas sans force, quand il est dit par des Indiens qui le vivent.

Ce que je voudrais faire, c'est mentionner quatre associations que je connais et que j'aime bien. La première, c'est ARES, « Association de service pour l'éducation et le développement ». C'est une association indienne qui a été créée par un monsieur qui a un nom compliqué, mais que tout le monde appelle Sami, il a fait une thèse sur les Dalits dans un village dans le district de Kannur, petite ville qui doit faire environ 20 millions d'habitants. Dans un village à côté, il est allé faire une étude sur les Dalits, il y est resté et il y vit toujours. C'est un professeur d'université et il a commencé à se faire reconnaître en déblayant le chemin qui allait du village à la route principale. Il a commencé tout seul et il a fini avec une partie du village qui l'a aidé. Et, il y a eu un enterrement et quand les Dalits portent le cercueil à un endroit ils traversent les propriétés qui appartiennent à des castes supérieures et ils doivent payer le passage, et comme ils ne peuvent pas payer et doivent donner du temps de travail. Sami s'est opposé à cela et, comme il avait fait des études universitaires, la police n'a pas osé l'embêter, il est resté et finalement s'est imposé dans le village. Je suis allé chez lui pendant quelque temps, il y a deux ou trois ans. Aujourd'hui, essentiellement grâce à sa femme, qui a monté l'association de femmes pour l'éducation et le théâtre, ils ont fait évoluer considérablement le pays, si bien que maintenant, ils ont construit dans les villages de la région, des maisons pour les Dalits à l'intérieur des villages, alors qu'ils n'avaient le droit d'habiter qu'à la périphérie et dans des habitations précaires. Il a construit un centre où l'on peut rencontrer, à la piscine, le dimanche et les jours fériés, des gens de toutes les castes. Ce n'est pas évident. Cela a pris trente ans, mais cela existe, et j'ai eu la chance de participer à beaucoup de conseils d'administration des organisations qu'il avait créées. Ce type qui était à la base de tout, comme sa femme, n'était jamais sur le devant la scène, ils étaient assis derrière. Chaque organisation avait son bureau, elle décidait de ce qu'elle voulait faire et ils écoutaient derrière. Si on les interrogeait, ils donnaient leur avis et c'était remarquable. Il avait acheté des terres incultes et il voulait planter des arbres fruitiers. J'ai planté le premier arbre fruitier et cet arbre a été béni par un prêtre catholique et par un religieux hindou, en même temps, au même moment. Ce n'est pas à cause de cela, mais aujourd'hui, c'est une petite forêt qui porte ses fruits. Cela ne fait pas longtemps que j'y suis allé – trois ans – et cela a poussé, c'est incroyable. C'est un détail, mais le point important, est que l'on ne peut pas se satisfaire en se contentant de dénoncer ou de remettre en question le système dans lequel nous vivons. Il faut agir. Comme je viens de vous le montrer, il a agi.

Je vous parle aussi de l'association El Kalima qui malgré son nom est en Belgique, dans des quartiers où cohabitent musulmans, chrétiens, laïques, etc., elle est tout à fait remarquable sur la manière de partir du dialogue des choses de la vie quotidienne pour finalement faire se rencontrer les communautés. Puisque vous êtes du pourtour méditerranéen, je voudrais vous parler de Jossour qui est une association que le CFSI a aidé à se développer et qui rassemble

100 ONG algériennes, 10 ONG françaises, 4 municipalités françaises, 4 municipalités algériennes. Les décisions sont prises à la majorité, donc par les associations algériennes. J'y suis allé, cela marche très bien

Je voudrais mentionner comme autre manière alternative de produire, l'économie sociale et solidaire. Ce qui est important, c'est la distinction entre le capital et la prise de décision par ceux qui travaillent dans l'entreprise : la direction comme les ouvriers ou employés, en consultation avec les consommateurs. A mon avis, il ne faut pas considérer l'économie sociale et solidaire comme un bouche-trou qui produit et qui fait ce que les entreprises ne font pas ou ce que l'Etat ne fait pas, mais comme un modèle qui a vocation à se développer et à proposer des alternatives. Le mérite de l'ESS et qu'il n'y a pas besoin d'un grand soir pour la développer, on peut la développer dès maintenant.

Je voulais parler « environnement », mais vous savez que c'est une tarte à la crème. J'aurais voulu signaler que l'équilibre des interactions de coopération, de compétition et de symbiose entre les espèces vivantes et les écosystèmes est remis en cause par l'homme du fait. Or l'ONU nous annonce, si tout va bien, 9 milliards d'hommes en 2050 et 10,6 milliards en 2100, mais si la tendance actuelle continue qui fait que le taux de mortalité baisse plus vite que prévu, et que la natalité reste plus élevée qu'anticipée, on peut se retrouver beaucoup plus nombreux, ce qui posera de très nombreux problèmes sur cet équilibre. Il est aussi important que l'ONU demande à ce que les femmes aient le droit de choisir le nombre d'enfants qu'elles veulent, et l'âge auquel elles veulent procréer, etc. Ce qui a été accepté à l'ONU avec beaucoup de bagarres est l'égalité des sexes, le droit de tous à décider volontairement du nombre de leurs enfants, et du moment de leur naissance. C'est important pour toutes les associations de femmes et un instrument à utiliser dans les combats féminins. Sur ce thème,

Je vais conclure en vous disant qu'on va vers une économie plus humaine, avec l'agriculture familiale, avec l'économie sociale et solidaire.. C'est un peu ce que Volubilis fait avec la variété des acteurs que vous mettez en jeu, et notamment les comédiens. Il faut s'attacher, non pas à l'avoir plus, mais à l'être plus. Cette réflexion est à la base de tout ce qui s'écrit sur une économie humaine, qui remet en cause le modèle dans lequel nous sommes profondément enracinés, le bonheur dans « avoir plus » ; il faut rechercher le bonheur dans « être plus », je pense que Volubilis peut y aider.

Deuxième conclusion, les sociétés civiles sont des facteurs de changement. Je me rappelle avoir entendu Boutros Boutros-Ghali à une conférence dire que, ce ne seront pas les gouvernements qui réformeront l'ONU, mais la société civile. Effectivement, il y a un dialogue gouvernement-société civile qui est très fort, et qui a de l'influence ; je l'ai montré à propos des directives et je pourrai le montrer dans d'autres exemples. Mais si on a laissé se développer des sociétés civiles dans le monde après la chute et l'éclatement de l'URSS, il y a beaucoup de gouvernements qui reprennent les choses en mains, et on voit se multiplier les lois restreignant les capacités d'actions de la société civile. Alors, l'exemple caricatural, c'est l'URSS, la Russie actuelle, le deuxième exemple, c'est l'Inde. En Russie, toute organisation qui reçoit de l'argent de l'étranger est, considérée comme un agent de l'étranger et dans une politique nationaliste, il est facile de la condamner en disant que qu'elle est contre la Russie. C'est un peu pareil en Inde, de façon plus subtile, en disant que tout l'argent reçu de l'étranger doit être utilisé à des objectifs nationaux de l'Inde. Mais une association que je connais, qui a reçu de l'argent, qui a utilisé cet argent pour de l'éducation aux droits de l'homme, a été interdite de continuer, parce que ce n'était pas une priorité de l'Inde.

Dernier point, pour en revenir d'une certaine façon à Volubilis. Une bonne partie de ma vie, j'ai été dans le dialogue nord-sud. Eh bien, le dialogue nord-sud est terminé. C'est ce que je voudrais vous dire. Il ne faut plus penser « nord-sud ». Parce que, penser « nord-sud » tel que cela a été fait dans la pratique, c'était un homme qui sait au sud ce qu'il doit faire, avec beaucoup de générosité et beaucoup d'exemples, mais qui donne des leçons ou qui fait accepter des décisions concoctées par le nord, en donnant en compensation de l'argent pour aider à les mettre en œuvre. Maintenant, c'est fini ! Je pense qu'il faut chercher ensemble et trouver des

solutions aux problèmes auxquels nous avons à faire face et dont j'ai donné quelques exemples. Il faut les trouver ensemble, et c'est pour cela que Volubilis est important. Dans la mesure où vous réfléchissez avec des associations du pourtour méditerranéen ou que vous décidez de travailler et d'écouter ce que disent les Latinos, les Africains, les Asiatiques, eh bien, c'est comme cela que naîtront une conscience mondiale, une citoyenneté mondiale et une capacité réelle de répondre aux problèmes. Merci.

Echanges avec la salle

Question :

Je voulais revenir sur l'accaparement des terres. Vous avez dit que cela s'accroissait. Est-ce le fait de la redistribution des terres par des acteurs locaux ou nationaux ou est-ce qu'il y a également des rôles d'étrangers ? Je pensais à ce que l'on disait, par exemple, avec les mouvements d'accaparement de terres africaines par la Chine

Yves BERTHELOT

Je vous demande pardon, je me suis mis là parce que je n'entends à peu près que de l'oreille gauche. C'est très utile quand on préside une association. On n'entend que la moitié de ce qui se dit, cela permet de tirer des conclusions qui, finalement, font plaisir à tout le monde parce que l'on a tiré des conclusions sans avoir à écouter tout ce qui se raconte. .

L'accaparement des terres est un phénomène qui s'est développé de façon sensible depuis 2005-2006. Je vais raconter une anecdote : un jour, en 2008, au début de la crise, des gens parlaient de la crise, des *subprimes*, etc. Et puis, un type s'est levé et a dit : « *moi, je vais vous dire ce que sera la prochaine crise. La prochaine crise sera sur le prix de la terre, parce que le prix de la terre va s'envoler, car on est inquiet du manque de terres pour nourrir l'humanité à terme* ». Donc, comme je l'ai dit tout à l'heure, on prévoit que les prix alimentaires augmentent du fait d'une relative rareté ; donc, on va pouvoir faire des profits.

Alors, qui investit aujourd'hui dans la terre ? Ce sont plusieurs catégories de personnes : d'abord des Etats qui achètent ou qui louent des terres dans des pays étrangers de manière à pouvoir assurer une certaine sécurité alimentaire qu'ils ne peuvent assurer dans leur pays ; ces Etats, ce sont la Chine, la Corée, l'Arabie Saoudite et aussi beaucoup d'autres. Ils achètent des terres avec, comme objectif, de faire de l'agriculture alimentaire. Mais ce sont aussi d'autres structures : des industriels de l'agriculture qui investissent pour la même raison que tout à l'heure. Ce n'est pas pour nourrir leur population, mais pour faire des profits en vendant des biens alimentaires. Pour l'instant ce qui est rentable c'est l'agrocarburant : l'Europe y a beaucoup contribué avec un objectif de 10 % d'agrocarburant pour répondre aux préoccupations gouvernementales, donc elle veut acheter des terres pour fabriquer des agrocarburants qu'elle pourra ensuite utiliser. Il y a un autre motif : les purs spéculateurs achètent la terre parce qu'elle va valoir plus cher donc, ils pourront la revendre. Ce sont eux qui risquent de faire une bulle sur les prix de la terre. Alors, voilà en gros les acteurs internationaux, nationaux, ou autres.. On parle peu des acteurs nationaux, alors que, comme partout, il y a des gens qui ont des moyens, qui ont le même raisonnement que les étrangers et qui essaient d'accumuler, d'accaparer les terres chez eux..

Si vous cherchez à vous documenter sur le sujet, vous allez voir que sur ces millions d'hectares mis en cause on a peu de chiffres. Il y a des achats qui sont simplement des locations et qui n'ont pas commencé la moindre mise en œuvre. On ne sait pas encore ce qui va vraiment se concrétiser des accords passés. On ne sait pas si des contrats en cours de négociation vont aller jusqu'au terme, étant donné le changement d'attitude et ces fameuses directives. Il y a une grande incertitude, mais je pense qu'il est bon pour les organisations de la société civile, au moins d'exiger que les directives en question soient mises en œuvre, c'est-à-dire que l'on se préoccupe des conséquences à long terme sur l'environnement. Il ne s'agit pas d'un

investissement pour produire pendant dix ans des agrocarburants et une fois que la terre et l'eau seront épuisées, on abandonne la terre et on la redonne aux gens du coin. Il s'agit de se préoccuper de ce que deviennent les paysans. Est-ce qu'on leur redonne d'autres possibilités de produire ailleurs. Cela n'interdit pas à l'Etat, à des entreprises ou à quiconque d'acheter des terres. Il faut s'assurer que ceux qui sont privés des moyens de gagner leur vie peuvent la gagner autrement. J'étais aux Philippines, là il ne s'agissait pas de terres, mais de pêche : les pêcheurs étaient chassés d'un endroit où ils avaient leurs essaims de moules, on leur a proposé des terres dans la montagne ce qui ne leur convenait pas, évidemment.

Je dois vous dire que cette histoire de terres est une histoire très grave. Je vais changer de casquette et je vais prendre la casquette de l'organisation mondiale contre la torture. Aujourd'hui, on exerce des violences contre les gens, beaucoup plus pour les intimider que pour les faire parler. Même en Syrie, ce n'est pas tellement pour savoir qui est dans l'opposition ou pas c'est pour faire peur aux gens et pour qu'ils ne rejoignent pas l'opposition. Alors, quand vous avez des défenseurs des droits de l'homme qui viennent soutenir les paysans, on en arrête quelques-uns, on en torture quelques-uns, on en relâche pour qu'ils aillent dire que c'est dangereux de manifester et on en fait disparaître d'autres. Les disparitions forcées au Bangladesh, aux Philippines, même en Inde, sont très nombreuses et sont en voie d'augmentation. On veut intimider ceux qui défendent les droits économiques, sociaux et culturels.

Question

Bonjour, je suis conseillère municipale de la ville d'Avignon. Je voudrais poser une question courte. Vous avez parlé de l'aggravation des inégalités. Justement, je pense qu'il y a une donnée dont vous n'avez pas parlé : il y a effectivement un milliard de personnes qui souffrent de la faim, mais il y a aussi un milliard de personnes obèses. C'est une statistique importante, puisque cela note combien il y a de gaspillage de nourriture. C'est aussi, une donnée importante à relier, pas avec un manque de terres qui sera effectif pour nourrir les hommes futurs, mais avec un rééquilibrage des ressources, une redistribution et un partage. Pourriez-vous nous dire un petit mot là-dessus ?

Yves BERTHELOT

Oui, un tout petit mot, parce que je ne connais rien là-dessus. Mais FIAN est composé d'associations qui défendent le droit à l'alimentation dans beaucoup de pays du monde. Ils ont ajouté « droit à l'alimentation et à la nutrition », donc à une nutrition saine et équilibrée. J'ai parlé d'un milliard de gens qui souffrent de la faim, mais il y a, en plus, un milliard de gens qui sont mal nourris mal nourris au sens « de façon déséquilibrée, insuffisante... ». Donc, c'est un vrai problème. Les nutritionnistes insistent beaucoup sur l'allaitement maternel. Ils insistent beaucoup sur la diète. Effectivement, les directives sur le droit de l'alimentation qui sont aussi des directives volontaires, ont toutes un chapitre sur la nutrition. Je ne peux pas vous les dire, parce que ce n'est pas un domaine dans lequel j'ai travaillé, mais je sais que cela y est et que dans tous les réseaux de gens qui s'occupent de la faim dans le monde aujourd'hui, la nutrition prend petit à petit une place égale à celle de l'accès à la nourriture. Au début, l'accès à l'alimentation, cela voulait dire des prix raisonnables, des disponibilités de ces produits. Maintenant, cela veut aussi dire une nourriture acceptable en fonction des spécificités ethniques ou religieuses, et aussi des produits et une alimentation saine. Donc, vous avez raison de souligner ce point.

Sébastien GIORGIS

Merci, Monsieur Berthelot, pour cet éclairage. Nous accueillons maintenant Jean-Marie Harribey, professeur agrégé de sciences économiques et sociales. La monnaie n'est pas seulement l'instrument du capitalisme permettant d'accumuler, elle est une institution sociale à part entière dont il n'est pas souhaitable de se soustraire. Vous allez peut-être nous expliquer, nous éclairer. Merci. En termes de gestion du temps, nous avons une demi-heure.

La monnaie, simple outil économique ou institution sociale ?

Jean-Marie HARRIBEY

Coprésident des « économistes atterrés », professeur agrégé de sciences économiques et sociales

Jean-Marie HARRIBEY

Bonjour à vous tous. Merci de votre invitation. Bravo pour l'organisation de cette manifestation. Les deux interventions qui vont suivre – Monsieur Harribey et Monsieur Bosqué – vont porter sur la monnaie, avec deux angles d'attaque différents. Celui que je vais adopter va essayer de décrypter une chose extrêmement complexe. Vous ne rencontrerez pas deux économistes qui disent la même chose sur la monnaie. Si on élargit la sphère des intervenants sur la question, et que l'on prend en compte ce que disent les philosophes, les sociologues et les anthropologues sur l'argent, on a un ensemble d'éléments parfois complémentaires, mais aussi parfois assez divergents.

Je vais essayer d'un peu débroussailler cette question compliquée de la monnaie qui n'est pas quelque chose d'univoque. Je donne un titre avec un petit jeu de mots sur tirer à pile ou face, la monnaie, c'est pile et face. Qu'est-ce que cela veut dire ? On ne manque pas d'aphorisme pour expliquer ce qu'est l'argent, ce qu'est la monnaie : vous en voyez quelques-uns à l'écran. Je n'ai pas fait un inventaire exhaustif, de l'ensemble de ces maximes que tout le monde connaît et qui comportent une petite part de vérité, sans aucun doute.

Je vais essayer de m'interroger si l'argent est bien, comme on le dit, la mesure de toutes choses. Est-ce que l'argent produit lui-même de la richesse, de la valeur, ou donne-t-il seulement le pouvoir de s'approprier ces dernières ? Pour essayer de démêler ces questions, je vais développer trois idées. Je vais explorer l'hypothèse que l'argent pourrait être un substitut du cannibalisme. Ensuite, je vais voir pourquoi le capital serait en lui-même, intrinsèquement stérile. Endernier, j'introduirai la question « vers un autre usage de la monnaie ».

Pour commencer, je pose la question de l'argent comme substitut au cannibalisme. D'abord, on a une pensée qui associe l'argent et le pouvoir : sur cette idée, on peut solliciter les apports de grands économistes. J'en cite deux, ainsi que l'apport d'un sociologue : les noms de Marx et de Kent sont souvent associés pour indiquer que la monnaie est un pouvoir d'achat, mais ce qu'avait bien compris ces auteurs, phénomène incompris de tous les autres économistes de par le monde au cours de l'histoire, c'est que la monnaie, qui est un pouvoir d'achat, ne signifie pas forcément un vouloir d'achat. Ce n'est pas parce que j'ai de l'argent – telle ou telle quantité – que *de facto*, je vais l'utiliser pour acheter des choses. D'où la possibilité de crise si l'offre n'est pas compensée par une demande équivalente.

Deuxième élément qui va montrer qu'elle est un pouvoir, c'est que si j'utilise l'argent pour acheter un bien de consommation, par exemple alimentaire, cela n'a pas la même signification que si j'utilise cet argent pour acheter une force de travail. Pendant l'utilisation de cette force de travail, celle-ci va engendrer une valeur que j'espère plus importante que celle qu'elle va me coûter. Là, vous voyez en quoi toutes les théories sociales, qui ont dénoncé l'exploitation de la force de travail, trouvent place, puisque l'argent utilisé pour acheter la force de travail va pouvoir se transformer en capital.

Dernier élément qui va montrer comment l'argent s'associe au pouvoir, c'est Pierre Bourdieu qui pensait que la possession en quantité plus ou moins importante, permettait de se distinguer. Si j'ai beaucoup d'argent, je me distingue de vous qui, en avait moins, socialement,

économiquement, politiquement parlant.

Pour continuer à creuser cette question de l'argent qui se substitue au cannibalisme, il faut mettre en évidence la réflexion de Freud : d'où vient cette soif inextinguible d'accumulation qui semble acheter le monde entier, du plus humble au plus riche ? L'hypothèse de Freud est que l'accumulation serait une tentative – désespérée, bien sûr, et illusoire – de fuir la condition humaine mortelle et de trouver un exutoire à celle-ci. Donc, si j'accumule de l'argent, eh bien, j'ai l'espoir ou l'illusion que, d'une certaine manière, j'accède à l'immortalité. D'ailleurs, c'est ce que l'on promet par le biais des conventions pour payer les retraites. Il ressort de cette hypothèse que l'exploitation de l'homme par l'homme serait peut-être une forme déguisée d'anthropophagie, puisque si j'achète votre force de travail, je vais puiser le fruit de votre travail et donc tirer une substance de votre propre activité. Cette soif inextinguible d'accumulation comblerait le vide existentiel face à l'échéance fatale qui nous est promise, à savoir la disparition.

La monnaie est au cœur des antagonismes sociaux qui constituent sans doute l'une des structurations fondamentales de notre monde, et à l'origine des inégalités, dont Monsieur Berthelot parlait à l'instant. Là on va commencer à voir l'ambivalence fondamentale de la monnaie. Elle est, un moyen de canaliser la violence sociale inhérente à la plupart des sociétés. Autrement dit, la guerre économique sera toujours un peu moins violente que la guerre tout court. Cette célèbre maxime de Montesquieu disait : « *Partout où il y a doux commerce, il y a douces mœurs, et partout où il y a douces mœurs, il y a doux commerce* ». Chez Marx, on trouve l'idée que l'argent symbolise la violence des rapports sociaux, et Montesquieu dit que cette violence des rapports sociaux est relativement atténuée par le fait les échanges commerciaux et économiques.

Mais la monnaie est également tout à fait intéressante à analyser dans la mesure où elle est confisquée. En premier, cette confiscation peut être analysée sur le plan anthropologique et en prenant des exemples dans l'actualité : la soif inextinguible d'accumulation pour calmer et éloigner le spectre de la mort – ne fonctionne que si cette abondance matérielle est réservée à une minorité. Si l'abondance matérielle est le lot de tout le monde, je calme moins ma douleur et mon angoisse vis-à-vis de mon échéance fatale, si je suis sur un piédestal, en maintenant à distance (comme disait Bourdieu) ceux qui n'ont pas accès à l'abondance matérielle dont je dispose.

En second, ce qui va faire un lien tout à fait bienvenu avec ce que disait Monsieur Berthelot en réponse à la dernière question qui lui a été posée sur l'accaparement des terres, l'anthropologue Polanyi disait dans l'entre-deux-guerres, au moment de la grande crise, que la grande transformation qui s'opérait depuis la révolution industrielle était d'avoir tenté et de toujours tenter de transformer en marchandise, la terre, le travail et la monnaie. Le jour où ces trois éléments – terre, travail et monnaie – étaient transformés ou en voie de transformation en marchandise, alors la société, au lieu d'être une société avec du marché, devient une société de marché, le capitalisme en étant l'exacerbation la plus forte. Les sociétés se condamnent elle-même à la disparition, car elles ne peuvent pas fonctionner uniquement sur la base du marché. Voilà pour le caractère anthropologique de mon propos avec un exemple dans l'actualité courante.

Vous savez que depuis que l'Union européenne a créé une monnaie unique, avec une banque centrale européenne dictant la politique monétaire de la zone euro, la politique monétaire n'est plus du ressort de la démocratie, elle est simplement du ressort de la banque centrale européenne qui n'a de compte à rendre à personne, sauf aux marchés financiers. On a vu, dans la période précédant la crise qui sévit actuellement, la banque centrale européenne débrider la fabrication de monnaie à destination de la spéculation financière.

Dernier élément, cette confiscation est d'autant plus dommageable que la monnaie a un double aspect, à la fois bien privé et bien collectif. La monnaie est un adepte privé, mais elle transmet également une dette sociale à travers les générations, par exemple, quel est le principe de nos retraites collectives que l'on appelle « par répartition » ? C'est une génération qui fait vivre par son travail ceux qui sont inactifs, les très jeunes et les personnes âgées. Ainsi, elle s'acquitte

de la dette qu'elle avait elle-même contractée vis-à-vis de la génération qui l'avait amenée à l'âge adulte. Donc, la transition de cette dette de vie, de survie faite par l'intermédiaire de la monnaie. Si nous avons des pensions monétaires qui sont versées aux retraités, c'est parce qu'il y a une socialisation d'une partie de la richesse monétaire par le biais de la Sécurité sociale ou qui passe de manière extrêmement détournée par le biais des assurances privées pour certains.

La deuxième idée que je voulais avancer porte sur la non-fécondité du capital, sa stérilité. Pourquoi ? Parce qu'un capital, pour être valorisé, doit être mis en œuvre par la force de travail. Un travail qui n'est pas mis en œuvre par la force de travail ne rapporte rien. C'est le point qui est indépassable de l'analyse des économistes classiques à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle. Elle a été systématisée par Marx : seul le travail est capable de valoriser le capital, d'où l'enjeu de diminuer l'exploitation de la force de travail. Malgré cela, on a vu se développer dans la période de financiarisation de l'économie mondiale, depuis deux ou trois décennies, l'idée que ce qui se passe à la Bourse était en mesure d'apporter de la richesse supplémentaire aux sociétés. On a vu se développer l'idée que les fondements sociaux étaient capables de créer de la richesse supplémentaire pour pallier le manque dans les systèmes de retraite collective, etc.

Donc, le marché financier serait – on l'entend-encore – créateur de valeurs, car le capital aurait la possibilité de se valoriser tout seul. Or c'est strictement impossible. La sphère financière n'est pas et ne peut pas être durablement autonome vis-à-vis de la sphère collective. Marx avait symbolisé cela par l'obligation pour le capital – l'argent – de passer par le détour productif pour engendrer une plus-value à ce capital : il appelait cela la formule a-M-A (Argent Marchandise et A', plus grand que A). J'avais dit la même chose sous un autre vocabulaire, au moment de la crise, en disant que, à la Bourse, il n'y a pas de richesse créée. La Bourse ne sert pas, comme on l'entend tous les matins sur les radios publiques et dans les journaux économiques, à financer l'économie. La Bourse assure une seule fonction, c'est de promettre aux détenteurs de capitaux qu'ils pourront liquider ce qu'ils souhaiteront, c'est-à-dire (au sens propre du terme) le transformer en monnaie sonnante et trébuchante. Mais Kent avait très bien dit cela : tous les capitalistes ne peuvent pas liquider leurs actifs financiers en même temps ; s'ils veulent le faire, alors c'est la chute libre.

C'est pour cela que toutes les bulles financières ne sont que des capitaux fictifs, et lorsque la bulle éclate, ce qui s'échappe, ce qui s'évanouit, ce qui part en fumée, comme on le dit à la radio, ce n'est pas de la richesse, c'est de la richesse liquide, ce qui est la meilleure preuve que le marché financier n'est pas capable de s'autoréguler. Pendant 20 ou 30 ans, les 99 % des économistes ont dit que le marché financier est capable de se stabiliser et de stabiliser l'économie mondiale ; la loi de l'offre et de la demande y joue en plein. Non, c'est peut-être le seul marché où la loi de l'offre et de la demande ne joue jamais. Pourquoi ? Parce que si vous achetez en ce moment un kilo de tomates, l'offre est moins importante que l'été, et quand l'offre est moins importante, que fait le prix ? Il monte et la demande baisse. C'est le lot d'à peu près tous les marchés, quand les marchés fonctionnent à peu près correctement. Que se passe-t-il à la Bourse ? Exactement la même chose. Si demain les prix des actions montent, que va-t-il se passer ? La demande va faire comme pour la tomate : elle va monter. Tout le monde va vouloir des actions et ceux qui ont du pognon vont vouloir ces actions-là. S'ils baissent, eh bien, ce n'est pas comme sur le marché de la tomate, de l'ordinateur ou de la voiture, la demande ne va pas augmenter, elle va diminuer. Parce que si les actions baissent, elles menacent de s'écrouler et on va s'en débarrasser.

Donc, on a l'exemple type d'un non-marché, au sens où on le trouve dans la plupart des parties de l'économie. Je viens d'indiquer que, si cette fiction a pu s'installer dans l'idéologie commune, cela vient du fait qu'au début des années 70-80, les décideurs économiques et politiques dans le monde, entourés de représentants des lobbys financiers et bancaires, ont institué la circulation totalement libre des capitaux dans le monde. Pourquoi ?, parce que déjà à la fin des années 60-70, il y avait une crise de rentabilité du capital et donc, en libérant les capitaux, ils espéraient pouvoir aller investir dans les zones où, la main-d'œuvre étant payée moins cher, la rentabilité pouvait s'élever.

Depuis ce moment-là, il ne faut pas croire que le marché financier est le lieu où se crée la richesse, mais c'est le lieu où s'élabore la norme de rentabilité que tous les systèmes productifs sont obligés de respecter. Cette norme de rentabilité qui est dictée aux systèmes productifs vous explique pourquoi, tous les matins, il y a des annonces de plans sociaux, alors que – semble-t-il – il y a une demande de production considérable, il y a des délocalisations, etc. Mais, le fait d'avoir érigé les marchés financiers en lieux où s'élabore cette hors-norme n'évacue pas ce dont je vous parlais à l'instant en citant le nom de Kent. C'est que la liquidité est bornée ; la liquidité est bornée parce qu'il faut toujours que quelqu'un porte la propriété du capital. Si je veux vendre les actions, il faut que vous me les achetiez. Il y a toujours nécessité de porter, autrement dit, la liquidité n'est jamais donnée à tous les détenteurs de capitaux. C'est la première probité.

La deuxième probité, j'y reviens : sans force de travail, le capital ne peut pas se valoriser. Toute croyance participe de ce que Marx appelait la réification des rapports sociaux, c'est-à-dire la chosification de ces rapports sociaux : l'échange de marchandises, l'échange d'argent dissimulent le fait que, derrière il y a des rapports sociaux.

La conséquence en est que, depuis une trentaine d'années maintenant la part qui est dévolue au travail dans la richesse totale est en décroissance permanente. Ce phénomène, qui était avancé uniquement par les rares économistes ces dernières années, est maintenant officiellement reconnu, puisque le graphique que vous avez à l'écran vient d'un rapport du FMI que j'ai pris volontairement en 2007, parce juste à la veille de la crise.

Résultat, les inégalités dont on parlait à l'instant se sont accrues partout dans le monde, aux Etats-Unis, mais également en France et dans les pays européens. Si on regarde une longue période, tout le XXe siècle est caractérisé par deux ou trois phases importantes. Une première phase dès la Première Guerre mondiale où la plupart des pays occidentaux inventent la fiscalité sur les revenus, une fiscalité qui est le plus souvent progressive : donc, une diminution des inégalités. Et puis, une stabilisation de ces inégalités jusqu'à l'éclatement de la période dite des Trente Glorieuses, diminution de la fiscalité progressive et réaugmentation des inégalités que l'on voit sur ce graphique avec les courbes représentant la part prise par les 1 %, 5 %, 10 % des plus riches. La diminution est strictement la même.

Quelle en est la cause ? Le critère majeur du capitalisme c'est l'évolution du profit. Donc sur la longue période de l'après-guerre, une première phase où, à partir du milieu des années 60, on a une diminution de la rentabilité : c'est la crise des années 70, accusée à tort de choc pétrolier, le choc pétrolier n'a été que la goutte qui a fait déborder le vase. Depuis 7-8 ans, aux Etats-Unis, puis progressivement en Europe et au Japon, sur ces trois pôles avancés, vous avez une chute de la rentabilité du capital, à laquelle les politiques économiques mettent un terme en faisant circuler librement les capitaux et en dévalorisant la condition salariale, etc. D'où le rétablissement de la rentabilité en un espace de temps aussi rapide que la baisse précédente, et, bien qu'il nous manque quelques années de recul, on a vu s'amorcer une nouvelle baisse de la rentabilité avant que la crise de 2007 n'éclate. Pourquoi ? Parce que l'économie mondiale, surtout dans son cœur principal aux Etats-Unis, avait cru trouver la parade à la détérioration salariale en abondant en monnaie, en liquidité supplémentaire, aux classes populaires dont les salaires stagnaient.

Cela n'a pas suffi, en tout cas durablement à pallier le manque de débouchés, puisqu'aujourd'hui, il n'y a pas un seul secteur industriel qui ne soit en capacité de production. Voilà l'origine fondamentale de la crise profonde, culturelle, systémique, que traverse notre système : difficultés à écouler les marchandises, c'est-à-dire à transformer en valeur monétaire la valeur travail qui est contenue dans ces marchandises ; si vous ajoutez à cette difficulté de produire et de réaliser de la valeur monétaire dans le système productif, la raréfaction des ressources naturelles, vous avez conjonction de deux crises qui font sens, qui se cumulent, qui se jumellent et qui font le caractère profond de la crise actuelle. Donc, crise sociale, plus crise écologique sont les caractères de la crise du capitalisme contemporain.

Je termine mon intervention en développant une dernière idée, la troisième, qui est : vers un autre usage de la monnaie. La confiscation de la politique monétaire entre les mains de la banque centrale européenne a participé au processus d'accumulation financière. Il faut sans

doute mettre un terme à la déconnexion entre la démocratie, le politique au sens fort du terme et l'organisation des institutions monétaires qui, pour l'instant, sont hors champ de la démocratie. En étant hors champ de la démocratie, elle nie le double caractère, à la fois bien privé et bien public, bien social donc, que constitue la monnaie.

La monnaie ne peut exister que par sa validation politique. C'est l'Etat ou son représentant qui valide l'outil monétaire que nous avons tous les jours. Cette validation politique est absolument nécessaire à l'existence d'une monnaie. Vous voyez bien que les difficultés de l'euro viennent du fait qu'il n'y a pas d'Europe politique sur laquelle l'outil monétaire aurait pu s'asseoir. Juste avant la crise qui a éclaté en 2007, on trouvait sur le site de la banque centrale européenne le graphique que vous voyez à l'écran ; il y a deux courbes.

La courbe en bleu du bas indique le taux d'inflation qui a été constaté dans les pays membres de la zone euro depuis la création de la zone euro jusqu'en 2007, vous voyez en bas que cela s'arrête en 2007. Jusqu'à la crise, l'inflation des prix des biens de consommation tournait autour de 2 %. La banque centrale européenne avait pour mission officielle dans ses statuts de faire en sorte que ce taux d'inflation ne dépasse pas les 2 % ; de ce fait, elle tolérait une augmentation de la masse de monnaie qui circulait, une augmentation des crédits de +2 % par an. Comme à l'époque, il y avait une petite croissance économique dans les pays membres de la zone euro, elle tolérait 2,5 % de plus d'augmentation de la masse monétaire pour accompagner cette croissance économique : donc, 2 % d'inflation tolérée plus 2,5 % pour accompagner la croissance économique, la norme officielle de Monsieur Trichet, à l'époque président de la banque centrale européenne, était que l'on n'accepte pas plus de 4,5 % de croissance de la masse monétaire européenne.

Patatras ! Regardez la deuxième courbe en violet au-dessus. Vous voyez que la tendance, malgré quelques petits passages à vide, de la croissance de la masse monétaire par an est à la hausse. À la veille de la crise de 2007, cette croissance de la masse monétaire avoisinait les 11 ou 12 %, c'est-à-dire quasiment 2,5 ou 3 fois la norme officiellement affichée. Où passe la différence ? Où doit aller le surplus de croissance de la masse monétaire par rapport à la norme qui était officiellement inscrite dans les tables de la CEE. Eh bien, elle était tolérée, non pas pour dynamiser l'activité économique réelle, mais pour permettre au système financier et bancaire dans son ensemble de participer à la gigantesque financiarisation, c'est-à-dire cet espèce de casino mondial qui faisait que les détenteurs de capitaux, aidés par les banques et toutes les institutions, avaient pour mission d'être toujours au top niveau de la restructuration permanente des capitaux dans le monde qui se déplaçaient d'un endroit à l'autre, d'un secteur à l'autre. Pour pouvoir pratiquer ce casino, de quoi faut-il disposer ? De liquidités en croissance permanente. Toute la croissance monétaire, pratiquement l'essentiel, a aidé à nourrir la spéculation financière et non pas l'activité économique, au moyen de nouveaux produits financiers et de gigantesques mécanismes spéculatifs, dont les principaux s'appellent « produits dérivés », « marchés à terme », « contrats d'assurance sur le risque de ne pas être remboursé... » etc. Enfin, bref ! Tout un ensemble de mécanismes financiers. Pour être dans ce « jeu », il fallait disposer de sommes très importantes pour que le système bancaire – avec à sa tête la BCE et la Réserve fédérale américaine puisse huiler les mécanismes d'ordre spéculatif.

Je m'approche de la conclusion pour dire que, bien qu'elle soit un enjeu de conflit entre les classes sociales, de pouvoir et richesse partagés, la monnaie est aussi un bien public. C'est pour avoir oublié, ou fait semblant d'oublier, cet aspect, que nous sommes dans une impasse monétaire, en Europe et dans le monde entier. On a oublié deux choses : la monnaie ne peut exister que par la légitimation politique qui lui est donnée cela lui donne la capacité d'être un pouvoir d'achat à condition que le système productif puisse mettre à disposition des biens et dispositifs qui soient utiles. Je souligne « utiles », parce que nous n'avons pas à concevoir une relance de l'activité économique, aveuglément, mais nous avons à nous interroger sur le mode de développement, l'outil de production sur la qualité de la production.

Je conclus. Outre ses fonctions économiques, la monnaie remplit des fonctions sociales que, bien sûr, les idéologues et leurs porte-parole politiques ont en vue de diminuer constamment

pour se focaliser uniquement sur le fait qu'elle est un instrument d'accumulation privée. Elle est certes un instrument d'accumulation privée, surtout dans un système capitaliste, mais en même temps, elle remplit des fonctions sociales. Je termine en disant que si l'on se renvoie aux travaux anthropologiques, on peut même s'interroger sur l'origine de la monnaie dans la société humaine. Vous ouvrez un portefeuille et on vous dit une chose bien idiote, qui est démentie par tous les travaux anthropologiques sur les sociétés anciennes : la monnaie est inventée pour limiter les inconvénients du troc. Pas du tout ! C'est une fable qui est racontée dans presque tous les livres d'économie, mais qui n'a jamais reçu aucune vérification empirique. Ce que l'on sait – et c'est l'hypothèse la plus crédible aujourd'hui – c'est que, pour rejoindre ce que je disais tout à fait au début, la monnaie exprimerait une dette de vie fondamentale, qui au cours des millions d'années de l'histoire humaine, a successivement revêtu le visage des sacrifices humains ou animaux pour remercier les dieux ou la société d'avoir ordonné la vie. Progressivement les sacrifices humains ou animaux ont été remplacés par des dons en monnaie. Tous les travaux des anthropologues ont pu observer, et quand les sociétés dites « primitives » étaient encore nombreuses, que les échanges monétaires étaient connus des sociétés bien avant que le capitalisme n'explose, ce qui est un phénomène tout à fait récent. Dans toutes les sociétés humaines, que l'on peut encore observer, on a pu constater que la monnaie était un fait social total, comme le disait l'anthropologue Marcel Mauss dans l'entre-deux-guerres.

Tout cela pour montrer que la maîtrise collective de la masse monétaire est aujourd'hui un élément clé pour inverser les dynamiques qui sont à l'œuvre dans le monde entier et qui n'ont pas reculé malgré la crise. Cette logique n'a pas reculé, au contraire, elle tend à s'exacerber avec les politiques d'austérité qui visent à trouver une solution à la crise actuelle, non pas en voyant la logique, mais en la faisant payer aux plus démunis, et de manière générale aux salariés et aux travailleurs ;

Voilà quel était mon propos, qui est un peu théorique, je m'en excuse, mais qui permet aussi de comprendre les difficultés actuelles, voire l'impossibilité à trouver un autre chemin. Un autre chemin est possible à condition que les sociétés humaines retrouvent la maîtrise collective et politique, c'est-à-dire démocratique de leur monnaie.

Echanges avec la salle

Question

Je vous remercie de cet exposé particulièrement intéressant et sur lequel, il est vrai que nous autres, citoyens, sommes assez peu formés. J'avais juste une question à poser : en matière de maîtrise des sociétés sédentarisées, *quid* de cette bombe à retardement qu'est la dette astronomique des Etats-Unis ? Est-ce que l'on peut considérer cela comme une bombe à retardement pour un pays qui était fort de par sa monnaie et son armée ? .

Jean-Marie HARRIBEY

L'actualité récente est aussi caractérisée par la dette publique ou dette souveraine, cela dans un grand nombre de pays. Vous avez parlé des Etats-Unis, mais certains pays européens sont atteints de ce syndrome.

D'abord une petite rectification par rapport à ce que l'on entend tous les jours : l'accumulation de dette publique n'est pas due comme on le serine tous les matins au fait que les dépenses publiques aient connu (là où l'endettement est très fort) une croissance faramineuse. Pas du tout, si l'on regarde l'évolution et la part des dépenses publiques dans le PIB, pour l'Etat français, comme pour beaucoup de pays, elle est relativement stable, autour de 53 % du PIB.

Pourquoi y a-t-il eu accumulation de l'endettement tout d'un coup ? Cela vient de loin et participe de la diminution progressive de la place de la fiscalité : la course au moins-disant fiscal a été vérifiée dans tous les pays européens. On a diminué les impôts sur les revenus, on a

diminué les impôts sur les sociétés. Mais, comme il est beaucoup plus difficile – aussi rapidement en tout cas – de diminuer les dépenses publiques, surtout dans la période où le taux de chômage explose, vous avez un écart qui se crée entre les dépenses et les recettes. Les dépenses sont relativement stables et les recettes déclinent. Comme il est interdit aux Etats, depuis le décret de Maastricht en 1992, mis en œuvre en 1999, d'emprunter auprès de la Banque centrale ils sont obligés d'emprunter sur les marchés financiers, avec le jeu des intérêts. Si vous ajoutez l'explosion de la crise à partir de 2007 qui, dans un premier temps, a obligé les Etats à porter secours aux systèmes financiers et bancaires et aux secteurs industriels en difficulté, vous avez un accroissement des déficits.

Dernier élément, comme la crise de 2007 est financière, elle s'est traduite, un ou deux ans après, par une récession mondiale. Quand il y a une récession, les recettes fiscales et surtout quand elles sont, comme en France, fondées pour plus de la moitié sur la TVA, elles s'effondrent. Vous avez là une nouvelle cause de l'accroissement des déficits et donc de l'endettement. Est-ce que c'est une bombe à retardement ? Oui, et non. . Dites-vous bien – et que si la dette est quelque part, c'est qu'il y a créance ! Si vous avez des débiteurs, c'est que vous avez des créanciers. Il ne suffit pas de désigner du doigt le débiteur, mais il faut voir qui sont les créanciers. Donc, les dettes publiques européennes viennent des déséquilibres fondamentaux qui existent aujourd'hui à travers le monde causés par la circulation totalement libre des capitaux qui a bousculé les équilibres traditionnels..

Aujourd'hui, on dit : « *Vous voyez bien l'Allemagne a un commerce excédentaire enviable* ». Tout le monde ne peut pas être excédentaire à la fois. Le fournisseur a un client en face de lui : si tout le monde veut être comme l'Allemagne, c'est un truc impossible !

Vous voyez à la fois l'absurdité et le cynisme de nos élites politiques économiques et du précepte selon lequel il faut que la compétitivité augmente partout. Si la compétitivité augmente partout, on revient au point de départ. Si tout le monde imite l'Allemagne, elle-même disparaît. D'ailleurs, où se fait le ralentissement le plus important en ce moment ? En Allemagne. Par rapport aux 3 % de croissance quelle avait connue pendant une courte période, maintenant elle ralentit. Pourquoi ? Parce qu'elle a réifié son propre marché.

Question

Je travaille au CNRS. Vous avez parlé des créanciers. Est-ce que vous pouvez approfondir ? Ma question est naïve. On n'entend jamais le nom de ces créanciers. Est-ce que ce sont des banques, des fonds de pension ? Est-ce que vous avez un nom à citer, par exemple ? La question que je me pose est : comment est-ce qu'ils ont pu accumuler ces milliards pour les prêter aux Etats ? Est-ce que ce sont des épargnants vertueux qui, après avoir fait de prospères affaires, ont pu ensuite prêter cet argent aux Etats ? Est-ce que vous avez une manière un peu plus sérieuse de nous expliquer cela ?

Question

Je voudrais compléter la question : on parlait à une époque de dette odieuse, et on remettait en question, les créanciers, le fait que le fonctionnement de l'argent avait été fait sur la base de principes complètement amoraux, etc. Est-ce que vous pourriez nous parler de cela ? Est-ce que cela existe encore ?

Jean-Marie HARRIBEY

Alors, des noms ! Les noms sont quasiment impossibles à discerner tellement le système financier et bancaire mondial est aujourd'hui intégré. La banque A possède les actions de la banque B, etc. Donc, il y a croisement infini de ces participations. Il existe 15 ou 20 banques dans le monde, qui défraient la chronique, comme Goldman Sachs qui met la Grèce en faillite, pour ensuite se porter à son secours...

L'origine des fonds. D'où les banques tirent-elles les fonds ? Il y a deux sources pour prêter

aux Etats. Il y a effectivement la canalisation de l'épargne : les petits ruisseaux faisant les grandes rivières. Mais il y a aussi – cela rejoint ce que je disais tout à l'heure avec mon graphique de la BCE – l'utilisation de la création d'un groupe. C'est souvent difficile à comprendre pour celui qui n'est pas spécialiste en économie (et même pour les économistes, d'ailleurs). Qu'est-ce que la création d'un groupe ? C'est le fait que lorsqu'une banque ouvre un crédit à un particulier, une entreprise, un ménage, ou un Etat, elle met en circulation une quantité de monnaie qui ne circulait pas avant, par définition : c'est ce que l'on appelle une création monétaire. Les banques n'ont pas une capacité infinie de création monétaire ; cette capacité est limitée d'une certaine manière. Le vrai boulot des banques est de modérer, de faire en sorte que la création monétaire soit en rapport avec la création de valeur économique. Or justement, ce n'est pas du tout le cas. Donc, où les banques ont-elles trouvé le pognon pour prêter aux Etats et acheter des obligations ou titres publics, des bons du Trésor dont elles veulent aujourd'hui se débarrasser parce que ces Etats sont maintenant jugés sulfureux ? Elles utilisent cette capacité à créer de la monnaie avec, au-dessus d'elles, soit une banque centrale rigoureuse, soit une banque centrale laxiste à leur égard. La banque centrale européenne est rigoureuse vis-à-vis du système productif réel ; mais elle est extrêmement laxiste vis-à-vis de l'opération que, dans le jargon économique, on appelle le « refinancement des banques ». Ce refinancement a été extrêmement lâche au cours de la période précédant la crise et c'est cet emballement qui, aux Etats-Unis comme en Espagne ou ailleurs, a gonflé la bulle immobilière, bulle immobilière qui a ensuite dégénéré en crise financière totale.

Rappelez-vous ce que disait Monsieur Berthelot tout à l'heure, quand il citait ce personnage qui annonçait la prochaine spéculation. Je suis absolument d'accord. On a fait ces dernières années une bulle sur l'internet, une bulle sur l'immobilier, une bulle sur les matières premières, et la prochaine sera effectivement sur la terre pour les trois raisons indiquées.

Alors, dernière question. Je n'ai pas le temps d'expliquer tous les mécanismes de la dette monétaire. Si vous êtes intéressés, il y a plein de choses écrites, mais j'ai écrit notamment en juillet dernier un petit document pour Attac, qui est en libre accès sur internet, et qui s'appelle : « *Pour une banque centrale européenne au service des peuples* ». Cela explique un peu tous ces mécanismes que je n'ai pas le temps de préciser maintenant.

Dernière partie de la question, « la dette odieuse ». Le concept de « dette odieuse » a été forgé, il y a quelques années-(notamment par nos amis du comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM), fondé par notre ami belge) pour montrer que, notamment dans les pays que l'on appelait autrefois « Tiers-Monde », et maintenant du Sud, beaucoup d'Etats avaient des chefs d'Etat corrompus et avaient sollicité du crédit, non pas pour développer véritablement leur économie, mais pour enrichissement personnel ou pour développer des infrastructures totalement inutiles, il fallait dénoncer cet endettement au motif que la dette était odieuse. Mais on peut élargir le concept aujourd'hui pour aller vers un concept d'illégitimité. Je vous l'ai dit tout à l'heure : si l'accumulation de dette publique est devenue un problème, aujourd'hui, ce n'est pas parce qu'il y a trop d'écoles publiques ou trop d'hôpitaux publics, mais parce que, un, on a allégé la fiscalité des riches par tous les moyens. Vous savez qu'en France, ce que l'on appelle les « niches fiscales » (on verra ce que sera le nouveau Gouvernement qui veut le changement, paraît-il) s'élèvent chaque année entre 70 et 140 milliards d'euros, selon que l'on a une définition étroite ou large du concept de niche fiscale. Vous rendez-vous compte ? 140 milliards, c'est l'équivalent de tout le déficit actuel ! Supprimons les niches fiscales, et déjà, on tarit la source du futur endettement.

Les monnaies locales : pour une économie d'énergie à l'échelle du territoire

Frédéric BOSQUE

Délégué général du mouvement Sol, spécialiste des monnaies citoyennes

Sébastien GIORGIS

Votre titre est : dirigeant entrepreneur humaniste. Vous avez cofondé un réseau de distribution de produits prioritairement locaux, sinon équitables et toujours écologiques. Vous êtes délégué général du mouvement Sol. Vous l'avez fondé avec Patrick Viveret. Vous avez travaillé sur le Sol-Violette de Toulouse qui est un des exemples souvent cités. Par ailleurs, vous êtes gérant d'une coopérative d'une cinquantaine de personnes. Vous dites que les monnaies citoyennes sont l'outil indispensable pour remettre la finance au service de l'économie réelle, et l'économie au service de la vie. Merci de nous expliquer comment vous faites.

Frédéric BOSQUE

Je suis très heureux d'être avec vous aujourd'hui. Hier soir, j'étais à Figeac, et je me suis levé à 4 heures du matin pour venir vous voir, donc pour moi, c'est important d'être là. Pourquoi est-ce important ? Parce que la souveraineté est citoyenne, elle n'est pas au pouvoir, elle n'est pas chez les banquiers, elle n'est pas dans les grandes entreprises, elle n'est pas dans les investissements ni dans la puissance qu'on leur prête. La souveraineté a toujours été dans le citoyen. Le jour où le citoyen reprend sa souveraineté, la société change.

On m'a donné un certain nombre de titres, mais le premier titre auquel j'aspire c'est celui d'être humain. Je pense que si chacun pouvait être référencé comme être humain et essayer d'être humain le mieux possible, toutes les lois, toutes les grandes organisations, tous les grands débats, pourraient peut-être retrouver leur premier sens. Je ne viens pas pour vous donner de grandes théories, je ne viens pas vous faire de grands discours. Ce que j'ai vraiment à cœur, c'est de témoigner de ce que nous faisons sur le terrain, tous les jours, depuis un certain nombre d'années.

D'abord, je viens pour redonner l'espoir. Cela paraît « con », mais je vous rappelle que tout ce qui est grand aujourd'hui a été petit hier. Si toutes les grandes institutions qui ont transformé la société depuis 300 ou 400 ans l'on fait, c'est parce que, à un moment donné, des petits groupes, désorganisés, chaotiques, expérimentaux, ont mis en place un certain nombre de pratiques dont certaines ont réussi, évoluées et ont donné la civilisation dans laquelle nous sommes.

Je vous rappelle que la Sécurité sociale a commencé chez les compagnons, sur un coin de table. On donnait une part de son salaire à la famille de la personne qui était malade ou accidentée et cela a été repris largement. Je rappelle que les syndicats se sont mis autour d'un feu dans la forêt où l'on parlait de comment on pouvait faire pour obtenir un petit peu plus pour nourrir ses enfants et ne pas mourir de faim.

Donc, ce qui est petit peut devenir grand pour peu que cela serve une cause juste. La première chose que nous avons à faire, et je vous invite à le faire, c'est de cesser de penser que nous sommes petits. Nous sommes la souveraineté du peuple et la souveraineté du peuple porte toutes les sociétés. Si chacun pouvait commencer par faire sa part à l'endroit où il se trouve, et qu'il continue à le faire jusqu'à ce qu'il obtienne des résultats dans son milieu immédiat, eh bien, automatiquement, les autres vont suivre, parce que ce sera mieux, plus utile, plus efficace, et on sentira que l'on vivra mieux ensemble. Je pense que le plus gros témoignage – et je pourrais presque m'arrêter là – c'est commencer quelque chose là où je suis. . N'attendez pas le grand

soir, n'attendez pas la technologie nouvelle qui va tout vous apporter, n'attendez rien d'autre que faire ce que vous faites là où vous le faites, et faites-le bien en tant qu'être humain. Je pense que si chacun mettait cela en pratique, on pourrait avancer.

personnellement, je mets cela en pratique dans quatre domaines. Le premier domaine, c'est l'entreprise. Le second domaine, c'est ce que l'on appelle les circuits courts. Enfin, comment fait-on pour mettre en place un revenu de base qui permettra à tous les citoyens de pouvoir choisir une activité, Aujourd'hui, l'appareil de production est capable de produire le nécessaire, même si des produits peuvent apparaître comme superficiels.

Aujourd'hui, concernant l'appareil de production, nous avons gagné le droit de mettre fin à la rareté de la production. Donc, nous avons tous le droit de disposer de ce qui est nécessaire pour être libre de choisir sa vie : premièrement, l'entreprise et l'appareil de production, nécessaires à vaincre la rareté ;deuxièmement, les circuits courts, pour rapprocher les centres de production des centres de consommation ;troisièmement, évaluer ce qui a de la valeur pour nous, tout simplement pour essayer de canaliser au mieux la production et la consommation ; et enfin, un revenu de base pour tous qui permet d'assurer un minimum solvable à tout le monde,.

Je vais très vite glisser sur la partie « entreprise » pour parler d'un mouvement composé d'entrepreneurs cherchant à remettre l'économie au service de la vie, depuis leur scission avec l'Union patronale dans les années 40 causée par leur désaccord sur le fait que l'entreprise appartienne uniquement aux actionnaires. Cela se traduit très concrètement, au niveau de l'entreprise, par trois règles du jeu la première, l'entreprise n'appartient pas à l'une de ses parties prenantes, elle appartient à toutes ses parties prenantes. Quelles sont les parties prenantes de l'entreprise ? Ce sont les salariés, les actionnaires, les fonctionnaires, les clients, la société civile et l'environnement. Oui, l'entreprise appartient à l'environnement dans laquelle elle se situe, parce que la terre lui donne la matière première gratuitement. Donc, elle a le devoir moral de respecter le territoire dans lequel elle va produire. Si une entreprise détruit le territoire sur lequel elle est installée, elle va se détruire elle-même. Du coup, la production ne pourra pas être acheminée. Donc, le premier devoir d'une entreprise est d'assurer les équités entre toutes ses parties prenantes. Si une entreprise, aujourd'hui, ne respecte pas cette règle du jeu, forcément, une des parties prenantes va en prendre plein la figure. La deuxième règle, qui me semble essentielle, est le fait de se centrer dans un premier temps sur la production de ce qui est nécessaire à la vie. Une entreprise ou un ensemble d'entreprises qui produirait exclusivement du superficiel se verrait à un moment donné obligé de le faire avec des robots, parce qu'il n'y aurait plus d'être humain. Cette capacité qu'a l'appareil de production à vaincre la rareté, il nous faut l'encadrer à travers une régulation collective de telle façon que les entreprises aient le devoir premier de produire ce qui est nécessaire à la vie, tout en respectant ceux qui travaillent à l'intérieur, et en respectant la planète grâce à laquelle ils produisent. Cette décision ne peut pas être prise à l'intérieur de l'entreprise, c'est obligatoirement une régulation du collectif, de la souveraineté du peuple. Comment peut-on faire cela ? On peut le faire grâce à un outil qui est la monnaie.

Je rappelle qu'au départ, nous sommes une société où nous sommes regroupés par un contrat social autour du bien commun qui n'a pas été rediscuté depuis au moins 350 ans. Ce bien commun, qui nous permet de faire société, permet de générer une volonté commune comme le disait notre ami Rousseau dont Je vous invite très fortement à relire le *Contrat social* ; vous remettez tous les livres que vous avez, vous les mettez sous la table de nuit, et vous remettez celui-là en premier. A partir du moment où l'on a une volonté commune, le bien commun est d'utilité commune, on doit rééchelonner toutes les distinctions sociales pour qu'elles reposent sur le bien commun. Le premier article des Droits de l'Homme de 1789 indique d'abord « *les hommes naissent libres et égaux en droit* », et on oublie souvent la seconde phrase « *les distinctions sociales sont fondées sur l'utilité commune* ».

Comment voulez-vous fonder les distinctions sociales si nous ne savons plus ce qu'est l'utilité commune ? Comment voulez-vous que nous travaillions avec l'unité commune, si nous n'avons pas de volonté commune ? Comment voulez-vous que l'on ait une volonté commune, si nous ne

savons pas ce qu'est le bien commun pour l'autre ? C'est donc en redéfinissant le bien commun que l'on pourra recréer une volonté commune et en redéfinissant la volonté commune que l'on pourra recréer l'utilité commune. Avec l'utilité commune, reviendront les distinctions sociales qui sont les épreuves nécessaires de la vie en société. Il n'y a pas une société qui ne puisse pas vivre sans épreuve, et je vous invite à lire le livre de Luc Boltanski intitulé *Le nouvel esprit du capitalisme*, dans lequel il explique très bien ce système d'épreuves.

À partir du moment où l'on a redéfini le bien commun, le reste peut fonctionner. Personnellement, j'ai transformé notre entreprise en coopérative. Je suis en train de la transmettre, je suis passé à tiers temps depuis peu de temps, et l'entreprise appartiendra définitivement à ses salariés à partir de juin 2013. De mon côté, je partirai sur d'autres chantiers à avancer.

Si l'on ne peut pas parler de condition humaine, ce n'est pas la peine de parler du reste. La réplique repose sur deux piliers. Le premier pilier est celui de la démocratie, celui qui fixe le cap, or les gouvernements, qui ne devraient faire que gouverner, fixent le cap. Ce cap doit être fixé par les citoyens, par la souveraineté. Il faudrait que les gouvernants se remettent à leur place qui est de tenir un cap fixé par les citoyens. La deuxième base est l'entreprise ; s'il n'y a pas d'entreprise pour réaliser cet idéal, ce n'est pas la peine de rêver. Donc, on a ces deux piliers reliés l'un à l'autre, il n'y a pas de démocratie sans entreprise, et il ne peut pas y avoir d'entreprise sans démocratie.

Quand j'entends « entreprise », j'entends l'entreprise qui produit des biens et des services utiles à la population dans le respect des humains et de la nature, et dans laquelle on partage la richesse entre toutes les parties prenantes de façon équitable. Telle est ma définition de l'Entreprise. D'ailleurs, on retrouve tout cela dans le terme même d'« entreprise » : c'est entre ce qui est pris. On ne prend rien, on est entre ce qui est pris.

Une fois que l'on a redéfini une utilité commune, que l'appareil de production appartient à nouveau à toutes les parties prenantes de la société, à ce moment-là, nous pouvons travailler à mettre en place des outils nous permettant de relier cette production le plus proche possible de la consommation. Je pense que l'une des bases fondamentales de ce que l'on doit faire est de relocaliser l'économie, relocaliser la production. Toute la science et la technique nous ont permis de concentrer cette production vers le haut, dans des centres centralisés ; Il faudrait que toute la science et la technique mettent tous les moyens pour faire la même chose, mais en relocalisant. Pour cela, on rencontre un gros problème : il va falloir que l'argent soit abondant, ce qui est absolument impossible tant que nous aurons une monnaie rare. Et la monnaie est rare aujourd'hui, parce que c'est la façon de distinguer socialement un certain nombre d'acteurs. Ceux qui vivent sur la rareté de l'argent n'ont aucun intérêt à ce que l'argent soit abondant. Quand je parle d'abondance d'argent, je ne parle pas d'abondance qui serait au-delà de la capacité de production de la Nation, parce que sinon, ce serait l'inflation. Je parle d'une monnaie suffisante pour répartir, pour distribuer la richesse produite par l'appareil de production auprès de ceux qui en ont besoin. Donc, pour cela, il faut que l'argent redevienne cet outil d'échange pour lequel il a été, à l'origine, créé. Pour relocaliser cette production, il faut que la création de la monnaie soit le plus proche possible des centres de production et de consommation. Il faut que les territoires soient en capacité de mettre à nouveau la monnaie nécessaire à leurs échanges. Ce n'est pas à Bruxelles que l'on doit décider si l'on doit construire un pont à Montauban pour relier deux berges, et si ce pont va finalement servir à améliorer la situation des échanges entre les deux parties de la ville, si on a la matière première disponible, si on a la main-d'œuvre disponible, si le *process* est respectueux des humains et de la nature, expliquez-moi pour quelle raison il faudrait l'autorisation de Bruxelles pour créer la monnaie nécessaire à cet échange. Que Bruxelles s'occupe des choses sur le plan européen – on appelle cela le principe de subsidiarité – cela ne me gêne pas, mais qu'ils nous disent et qu'ils nous imposent un niveau de monnaie depuis presque 3 000 kilomètres, c'est absolument inadmissible. Voilà pourquoi je suis engagé dans les monnaies citoyennes locales.

Je préfère les appeler « monnaies citoyennes locales » ou « monnaies complémentaires

locales », parce qu'elles ont la finalité essentielle de compter de la valeur entre nous. De plus, elles sont à forte valeur ajoutée sociale et permettent de produire et de distribuer ce qui est lié au bien commun. C'est pour cette raison que j'aime bien demander leur avis aux monnaies citoyennes.

Comment marche une monnaie citoyenne ? Tout d'abord, une monnaie citoyenne peut démarrer n'importe où. Demain matin, vous pouvez démarrer une monnaie citoyenne chez vous, dans votre village. Certes, ce sera une petite monnaie. Cependant, n'oubliez pas, ce qui est petit peut devenir grand. Notez que les révolutions ont toujours démarré quelque part, et peut-être chez vous. Il faut retenir les cinq points essentiels de la monnaie citoyenne qui transforme la société depuis son milieu immédiat. Premier point, quand vous créez une monnaie citoyenne, vous prélevez de l'euro auprès des banques commerciales secondaires, comme l'a très bien expliqué Jean-Marie Harribey. Vous prenez cet argent, monnaie centrale, vous allez le déposer sur des comptes d'épargne et de SICAV dans une banque qui respecte les humains et la nature. Il n'y en a certes pas beaucoup. Aujourd'hui, on peut dire qu'il y a le Crédit coopératif, qui vient d'être racheté par la Banque Populaire qui elle-même fait partie d'un groupe. Certains me diront qu'il y a la Nef, mais ce n'est pas une banque, donc, elle n'a pas de capacité à monétiser la dette, elle ne peut que collecter de l'épargne. Il nous manque un outil très important, si effectivement on n'a pas cette capacité de création monétaire, on ne va pas aller loin. Donc, il faudrait que la Nef puisse créer ce crédit pour pouvoir signer en tant qu'organisme bancaire.

Pour l'instant, il y a le Crédit coopératif, éventuellement le Crédit Mutuel, et éventuellement la Caisse d'Épargne, ou la Poste. Il faut bien commencer quelque part. Quand on aura 5 000 euros, on créera une banque éthique, mais pour l'instant, nous ne les avons pas. On prend l'argent là où l'on est, dans une banque commerciale secondaire on tiendrait sur un compte épargne éthique et on va déposer nos euros sur ce compte d'épargne éthique. Le premier effet « kiss cool », c'est qu'on enlève cet argent à la monnaie centrale qui du coup, peut faire beaucoup moins d'argent, puisqu'il faut une base de monnaie centrale pour pouvoir faire du crédit. Engros, on dit que le rapport est entre 8 et 12 entre la quantité de monnaie centrale des banques secondaires et leur capacité à faire du crédit. Donc vous divisez cette capacité par 8 ou 12 et vous la redonnez aux banques éthiques qui vont remultiplier par 8 ou 12 leur capacité à faire du crédit. Elles vont orienter ces flux vers l'économie réelle. Le deuxième effet « kiss cool » est que vous relocalisez l'épargne, puisque cette épargne est sur un compte éthique. Nous, par exemple, à Toulouse, nous utilisons cette épargne pour faire du micro-crédit pour des personnes en situation de difficulté financière et nous nous en servons aussi pour financer des entreprises d'économie sociale et solidaire. En même temps, on émet un faux billet qui va circuler dans l'économie réelle à travers un réseau d'affaires respectueux des humains et de la nature. Donc, le premier effet des monnaies complémentaires est que l'on relocalise les transactions en monnaie, puisqu'elles vont uniquement se faire dans l'économie réelle. Un autre effet des monnaies complémentaires locales, c'est que ces monnaies circuler plus rapidement, en effet, pour nous, la monnaie est d'abord un outil d'échange. Comment faire, On met une taxe sur la détention de la monnaie : pour une personne qui n'a pas dépensé sa monnaie citoyenne dans les trois mois en cours, le billet est périmé. S'il veut thésauriser, il garde ses euros, on n'est pas là pour empêcher les hommes de thésauriser. Quand on prend de la monnaie citoyenne, c'est pour la faire circuler, donc, pour la remettre en circulation, il faut payer une taxe de 2 %, et 2 % multipliés par 3, cela fait 6 % par an, ce qui est intéressant. Bien sûr, on réinjecte la totalité de ces 2 % dans le pouvoir d'achat, puisqu'à chaque fois que l'on convertit un euro en monnaie citoyenne, on donne 5 % de plus à la personne qui transforme ces euros en monnaie citoyenne. Du coup, on a moins de pouvoir d'achat. On observe que les monnaies complémentaires locales circulent beaucoup vite et produisent beaucoup plus de valeurs pour une même quantité d'euros. C'est intéressant, parce que l'on remplace la rareté de la monnaie par sa vitesse de circulation. Collectivement, on arrive à produire plus avec moins de monnaie.

Autre effet des monnaies complémentaires et locales, c'est leur capacité à remaîtriser ce que l'on produit. Aujourd'hui, on a le PIB (produit intérieur brut), on voudrait nous qu'il y a un PID

(produit intérieur « doux »). Que fait-on ? Les personnes qui vont accepter cette monnaie citoyenne passent une sorte de test en 25 questions qui couvrent à peu près les huit grands domaines de ce qui nous apparaît être relié aux biens communs. Dans ce test, on va trouver la gouvernance de l'entreprise, l'épargne éthique, le prix juste, l'impact sur l'environnement, la relocalisation, l'investissement dans la société civile... On retrouve aussi la partie sur les conditions de travail, l'échelle des salaires. Donc, on pose un certain nombre de questions et, en fonction des réponses, on va attribuer des points. Jusqu'à 8 points, la personne ne peut pas entrer dans le réseau ; entre 8 et 15 points, elle peut y entrer, mais elle a un agrément provisoire d'un an et elle s'engage à une démarche de progression pour atteindre au moins 15 points sur 25, là, elle obtient un agrément de deux ans renouvelables tous les deux ans, de façon à valider cette démarche de progression. L'objectif n'est pas de demander des entreprises parfaites, parce qu'il n'y en a pas ; cependant, il s'agit de demander à des entreprises d'être prêtes à aller dans une direction avec nous ;

Avec votre gros billet, quand vous allez acheter dans ces entreprises vous savez que votre argent va servir à produire des services respectueux des humains et de la nature. Vous allez, en plus, distinguer celles qui ont une utilité commune. En effet, seules les entreprises qui auront été intégrées pourront recevoir ce billet. Quand vous allez recevoir une partie de votre salaire, à un moment donné, en monnaie citoyenne, ce que font de plus en plus de salariés des entreprises intégrées, vous allez la réinjecter dans le réseau. Là, on a un réseau qui commence à être national.

Les monnaies complémentaires et locales ont un cinquième effet extrêmement important : la gouvernance est également relocalisée. Quand vous créez une monnaie citoyenne, que se passe-t-il ? Vous créez un comité local d'agrément qui comprend toutes les parties prenantes de l'économie réelle, à savoir des élus, des solistes (personnes qui vont acheter en Sol), des prestataires qui vendent en Sol, des partenaires financiers chez qui on dépose des euros et un collège de fondateurs rattaché au mouvement national (ce qui permet d'avoir un contrôle minimum sur les comités locaux d'agrément de telle façon à ce que l'on ne s'amuse pas à agréer des entreprises non respectueuses des humains et de la nature).

Toutes les décisions prises au sein de ce comité local d'agrément sont prises en consensus. **Si on n'atteint pas le consensus, on passe au consentement, c'est-à-dire que l'on traite toutes les admissions.** Il ne peut y avoir une décision de prise tant qu'une personne objecte. Donc, cela nous oblige à travailler et à intégrer ces objections pour atteindre un consensus, parce que l'on ne peut parler du bien commun à une voix près. Cela paraît malin, mais c'est vrai. Le bien commun est commun à une très large majorité. Si vraiment on n'y arrive pas, on passe aux deux tiers des voix. En effet, on considère qu'à partir du deux tiers des voix, c'est plus proche de ce que l'on espère. Pour tout vous dire, au Sol-Violette, depuis deux ans (trois ans avec la mise en place du projet), on n'a jamais eu besoin de passer aux deux tiers des voix. Si quelqu'un s'amusait au Sol-Violette à prendre une décision ou essayer d'imposer une décision, il aurait un gros nez rouge, parce que ce consensus de consentement est devenu tellement culturel, que cela paraîtrait totalement aberrant.

La Mairie, qui finance en grande partie le projet, a le même nombre de voix que le petit chômeur qui reçoit 30 euros par mois en Sol, en complément des revenus sociaux. Donc, ce processus est très important, parce qu'il va permettre de redonner confiance en la monnaie. Je rappelle que la monnaie est une monnaie fiduciaire, qui signifie « confiance ». Je me souviens que, lors de la première année où l'on a terminé le Sol-Violette, une dame avait fait une déclaration en Assemblée générale. Elle avait dit : « ce que j'ai retenu, c'est que depuis qu'il y a le Sol-Violette, j'ai l'impression de voir le lien social de la monnaie que je n'avais jamais perçu. J'avais l'impression que la monnaie était un outil d'exclusion », alors que la monnaie est avant tout un outil d'inclusion, c'est le principe même de la monnaie. C'est comme le sang dans l'organisme humain, si le sang n'amène pas la nourriture à mon orteil gauche, ce dernier va mourir. Tout le corps social peut se déliter, la monnaie est un objet politique.

Je terminerai par une blague : deux petits poissons nagent dans l'océan. Un vieux poisson

tranquille leur demande : « salut les gars ! Ça va ? » Les deux autres lui répondent « oui, ça va ». Il les regarde avec un petit air coquin et leur demande « comment va l'eau aujourd'hui ? ». Les deux petits poissons se regardent en se demandant : « c'est quoi, l'eau ? ». L'eau est aux poissons ce que la monnaie est aux citoyens et l'océan est le champ politique. Il nous faut remettre la monnaie dans le champ politique et faire de notre monnaie le nouveau bulletin de vote.

Echanges avec la salle

Jean-Luc Roche

Nous avons dans le Vaucluse, une expérience de monnaie locale, la Roue. Elle a été lancée en novembre 2011. Malheureusement, à l'encontre du Sol, elle n'a pas été soutenue par les collectivités locales. Or l'expérience patine, au bout d'un an, cela n'a pas vraiment démarré. Vous dites qu'il faut se réapproprier la politique et la monnaie, cependant, s'il faut passer par les politiques locaux pour pouvoir mettre en place des monnaies, c'est dommage. Avez-vous d'autres exemples où des citoyens se sont rassemblés, et ont réussi à franchir ce cap ?

Frédéric BOSQUE

C'est l'explication que j'ai essayé de donner précédemment. *Fidus* signifie confiance. Donc, si l'on veut restaurer une confiance, à un moment donné, il faut que toutes les parties prenantes de la société soient présentes dans la monnaie. C'est un petit peu ce que l'on essaie de faire au Sol quand on parle de réappropriation citoyenne de la monnaie. En effet, on essaie, même si ce n'est pas toujours possible, que dans le processus de construction d'une monnaie, toutes les parties prenantes du territoire soient représentées, qu'il y ait des représentants des élus locaux, des représentants des acheteurs (donc des citoyens qui vont acheter en monnaie), des représentants des prestataires, des représentants des partenaires financiers, et des représentants fondateurs de la société civile qui ont participé au projet. Pourquoi est-ce important que l'on ait la totalité des parties prenantes ? Si vous n'avez pas la totalité des représentants des parties prenantes, il y a forcément une qui considérera que ce n'est pas sa monnaie. Or pour qu'une monnaie fonctionne, selon moi, il faut que toutes les parties prenantes de la société soient représentées. C'est bien le problème que nous rencontrons aujourd'hui avec la monnaie, c'est que la monnaie est devenue un bien privé. Si nous disons que la monnaie est un bien public, comment peut-on imaginer ne pas associer une collectivité territoriale qui est, dans le territoire, le garant, normalement, du service public ? Bien sûr, cela va dépendre de sa couleur politique, de ses choix politiques, de plein de choses qui font qu'elle va adhérer ou pas à la monnaie.

Je peux vous dire qu'à Toulouse, le projet Sol a été voté à l'unanimité du Conseil Municipal, moins une abstention. Cela veut dire que tous les partis politiques se sont reconnus dans ce que nous étions en train de faire. Le premier danger d'une monnaie citoyenne est de se positionner de façon politique. On ne parle jamais de politique. En revanche, on parle de biens communs, du développement économique local, du respect des personnes, du respect de la nature. Avec ces termes, finalement, on arrive à recueillir un large consensus autour de cette monnaie, parce que plus on va mettre des critères d'exclusion, plus on va s'enfermer à un endroit de l'échiquier politique. Donc, il est extrêmement important, si vous créez une monnaie citoyenne, que vous ayez cette capacité à vous mettre au centre de l'union, c'est-à-dire à un endroit où tout le monde peut dire « oui », où la personne qui dirait « non » aurait un gros nez rouge. Dans ce centre d'union, je pense que tout est possible. Par contre, dès que l'on s'éloigne de ce centre d'union, dès que l'on veut mettre des critères d'exclusion, dès que l'on y va avec le fusil à l'épaule pour dézinguer, ça ne marche pas. Je pense qu'il faut faire extrêmement attention quand on crée une monnaie, que ce soit la monnaie de tout le monde ; Sinon, la monnaie devient la monnaie de celui qui la crée, et là, c'est un vrai problème.

Pour ceux qui, pour l'instant, ne peuvent pas faire entrer les collectivités locales, cela ne fait rien, il faut démarrer avec ce que l'on peut faire. C'est le cas des Abeilles à Villeneuve-sur-Lot, ils

ont continué bien que la collectivité ne les ait pas aidés. Là, au fur et à mesure, progressivement, même si ce ne sont que quelques personnes, même si ce n'est qu'un prestataire, c'est un pépin de tomate. Comme le très bien Pierre **Aby** que j'aime beaucoup, dans ce pépin de tomate, il y a 30 000 tonnes de tomates potentiellement. Après, il faut de l'eau, du soleil, des éléments contextuels pour faire pousser les tomates. Le jour où les éléments seront contextuels, cela peut prendre. Donc, il ne faut surtout pas arrêter parce que cela ne décolle pas encore, il faut continuer tranquillement, jusqu'à ce que cela fonctionne.

Question

J'aurais en savoir un peu plus sur vos revenus de base pour tous, comment on peut le mettre en place ?

Frédéric BOSQUE

Précédemment, ce que je n'ai pas dit et qui est très important, c'est qu'on a aussi un engagement de revenu de base d'existence. Pourquoi ? Parce que tout simplement, si nous voulons changer de civilisation, il ne faut plus qu'une personne puisse être contrainte à une activité marchande pour avoir un revenu. Si une personne est contrainte à une activité marchande pour générer un revenu pour elle-même, que va-t-il se passer ? On va vivre dans une société de plus en plus centrée uniquement sur la production marchande, donc à un moment donné, sur la vente à un marché. Cependant, un être humain est bien plus grand que cela, ou du moins, je l'espère. Il est bien plus grand que le fait d'avoir une activité huit heures par jour à produire un bien ou un service qui se règle en monnaie sur un marché.

Aujourd'hui, l'appareil de production nous permet de produire ce qui est nécessaire pour tous. Donc, proposition du prochain contrat social qu'il faudra réactualiser : que tous aient un revenu permettant de satisfaire leurs besoins fondamentaux, dans la mesure où l'appareil de production le peut. Le premier qui dit que ce n'est pas possible a un gros nez rouge ! Toujours pour la même raison que dans un pépin, il y a toujours de quoi faire 30 000 tonnes de tomates. Aujourd'hui, tout le monde peut manger à sa faim, être logé, nourri, vêtu, formé, circulé – bien sûr sur des transports doux –, c'est possible, mais, il faut une volonté politique ; et la volonté politique, contrairement aux idées reçues, n'est pas chez les politiques. Les politiques représentent la souveraineté, or, et je vous invite à relire le *Contrat social*, elle est justement souveraine, parce qu'elle n'est pas représentable. Ce qui fait la souveraineté d'une personne, c'est qu'on ne puisse lui extirper cette souveraineté, sinon, elle ne serait pas souveraine. Donc, cette souveraineté est chez les citoyens.

Si les citoyens prennent conscience que la mise en place d'un revenu de base pour tous assurera une plus grande justice économique et, en même temps, permettra aux entreprises de se développer sereinement, alors, à un moment donné, les caisses d'enregistrement et d'identification que sont les partis politiques, les reprendront. D'ailleurs, on est en train de monter, au niveau national, une plateforme commune. On s'est réuni, il y a 15 jours, au niveau d'un groupement international, le BIEN (*Basic Income Earth Network*) qui regroupe des chercheurs du monde entier sur le sujet du revenu de base : il y a des sociologues, des économistes, des hommes de toute tendance politique, des citoyens, des syndicalistes, des entrepreneurs. Je vous rappelle que la première mesure proposée par le Centre des Jeunes Dirigeants, qui ne sont pas des altermondialistes, aux présidentiables pour 2013, c'était l'instauration d'une allocation citoyenne. C'est extraordinaire que des entrepreneurs se disent qu'il faut que tout le monde ait de quoi acheter les produits de base.

On ne va pas intégrer tout le monde. Pourquoi devrions-nous obliger les gens à exercer une activité marchande, alors qu'ils ne sont pas équipés pour ? C'est un peu comme si l'on disait : « quand on va au cinéma, tout le monde doit être acteur ». Cela n'a pas de sens. Quand vous allez au théâtre, vous n'êtes pas machiniste ou éclairagiste. Donc, là, c'est le même principe. Dans la mesure où l'on est capable de produire le bien commun nécessaire à la vie pour tous, tout le monde doit avoir de quoi assurer ses besoins de base. Et nous, nous sommes pour que

ce revenu de base soit versé en monnaie citoyenne. Que se passerait-il ? Seules les entreprises respectueuses des humains et de la nature, implantées localement, pourraient apporter cette production. Du coup, ce pouvoir d'achat que l'on donnerait aux gens irait les entreprises locales.

Qu'est-ce qui permettrait de développer la souveraineté alimentaire, la souveraineté énergétique, les transports publics, l'isolation des bâtiments publics, la production d'énergie renouvelable ? De nouveau, des revenus arriveraient dans les territoires et les entreprises pourraient accumuler de l'épargne, et non plus être complètement dépendantes des marchés financiers. Avec cette épargne, elles pourraient reconstituer la capacité d'autofinancement de l'entreprise pour les entrepreneurs ou les personnes. Donc, avec cette capacité d'autofinancement, ils seraient maîtres du destin de leur entreprise. Pour peu qu'en plus, ils aient des critères de partage de la gouvernance de l'entreprise, on irait vers une société sympathique.

Pour répondre à votre question en une phrase, comment fait-on ? On met en place des groupes de réflexion pour l'instauration du revenu d'existence, les GIR. On appelle ses amis, ses voisins, ses copains, ses copines, les gens que l'on connaît. On organise une séance de cinéma dans lequel on projette un film très bien, « *Le Revenu de base* ». On invite quelqu'un qui sait en parler, parce qu'au début, on n'est pas très bon, donc on se « tape » toutes les objections du monde. Ne vous inquiétez pas, ce n'est pas grave, c'est un processus naturel qu'il faut intégrer. Il faut digérer ces objections, les comprendre, et vous verrez qu'à un moment donné, il n'y en a plus beaucoup. Je n'ai pas encore trouvé d'objection qui ne puisse obtenir de réponse. On invite une ou deux personnes qui viennent débattre avec vous. On met une petite feuille à la sortie sur laquelle les gens inscrivent leurs emails. On met ces emails dans une liste que l'on appelle, par exemple, GIR Avignon. Du coup, on peut les inviter à une première réunion nationale pour réfléchir simplement sur l'influence dans la vie et dans la société, l'instauration d'un revenu de base. Des objections vont sortir, si on apporte des réponses qui satisfassent le groupe, c'est bien, si l'on n'a pas la réponse, on envoie sa question à la liste nationale, on invite quelqu'un à venir participer à une réunion pour donner des informations. On a aujourd'hui ces informations. On sait qu'économiquement, socialement, on a vraiment des éléments pour dire qu'on peut le payer, que ce n'est pas un problème d'argent, qu'on peut le mettre en place, que l'on peut gérer la production que cela va générer. Il arrive un moment où l'on est tellement certain que cela peut fonctionner, que l'on transmet à quelqu'un d'autre et que l'on va faire ce travail ailleurs. À un moment donné, le terrain est prêt et comme dit Victor Hugo : « *rien ne peut arrêter une idée dont l'heure est venue* ». Cependant, l'idée n'est pas venue comme cela. Elle est venue parce que de très nombreux citoyens ont travaillé à ce qu'elle devienne évidente. Toutes les phases de changement de civilisation ont toujours été précédées par des phases importantes d'éducation populaire. Donc, aujourd'hui, nous savons que c'est possible. Il faut juste prendre la part de liberté que nous donne la démocratie pour la mettre au service de notre éducation des citoyens.